

produisant plus tard des recettes pour le gouvernement une fois le projet devenu rentable. Cela semble raisonnable.

Nous avons une grande société canadienne qui a joué de malchance dans l'exploitation des sables bitumineux. Elle s'était pourtant lancée la première dans l'aventure. Elle a fait œuvre de pionnier et pour toute récompense, le gouvernement l'a laissée tomber. Et maintenant, nous avons Syncrude qui a dû s'arrêter faute d'argent et qui ne pourra poursuivre si les gouvernements ne délient pas les cordons de la bourse. Nous avons Shell qui accepte d'avancer les fonds avec ses partenaires, mais qui voudrait avoir l'assurance qu'en prenant tous les risques à son compte pendant les premières années—un investissement énorme de 3 milliards de dollars—elle ne sera pas imposée maintenant, mais plus tard lorsqu'elle réalisera des bénéfices.

Ce n'est pas le gouvernement de l'Alberta après qui nous attendons pour qu'il agisse, monsieur l'Orateur. Il a ses propres problèmes, ses priorités; il a son pétrole et son gaz. Il a de la chance. Son pétrole se trouve dans le sous-sol de la province. Le ministre et ses collaborateurs ont laissé tomber Terre-Neuve parce que notre pétrole et notre gaz se trouvent dans le sous-sol marin. La seule différence, c'est que l'eau est dans le chemin et que le gouvernement a sauté sur l'excuse pour laisser tomber la province. Mais nous ne nous résignons pas parce que cette année, lorsque les conservateurs seront au pouvoir, ils vont changer la politique centralisatrice du gouvernement, ils vont abandonner le fédéralisme boulimique de l'équipe au pouvoir, monsieur l'Orateur. Nous allons changer tout cela et nous allons confirmer aux provinces que le pétrole, le gaz et les richesses minières du banc continental situé au large de leurs côtes leur appartiennent. C'est le cas en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, à Terre-Neuve, en Colombie-Britannique ainsi que dans certaines autres provinces qui ont également des côtes, comme au Manitoba et dans certaines autres provinces de l'Ouest. Nous allons leur confirmer que le pétrole et le gaz leur appartiennent bel et bien. Nous allons mettre un terme à cette véritable mise à sac des provinces par le pouvoir central.

Nous allons lentement infiltrer le fédéralisme coopératif. Nous allons réaliser ce que le premier ministre a dit qu'il allait réaliser il y a dix ans, avant d'enfiler les bottes de sept lieues du fédéralisme et de piétiner les provinces pendant dix ans. De la véritable démente! Monsieur l'Orateur, tout ce qu'il faut, c'est que le gouvernement fédéral arrête de jouer à ce jeu ridicule, qu'il cesse de prétendre que la décision appartient à l'Alberta et qu'il présente à la compagnie Shell un régime fiscal qui l'encouragera à aller de l'avant et à construire immédiatement son usine de mise en valeur des sables bitumineux.

Avec les prix actuels, avec l'effet qu'ils ont sur notre balancés des paiements, ces gens-là nous ont presque réduits à la faillite. Si je dis «presque», c'est pour me couvrir et pour être poli. Dans quel triste état serons-nous en 1985 quand nous devons importer un tiers du pétrole dont nous aurons besoin? Et quel en sera le prix? On prévoit que nous pourrions payer 20, 25 ou 30 dollars le baril de pétrole et nous n'avons pas le temps de faire construire une usine de traitement des sables bitumineux à cause des atermoiements du gouvernement, à cause des petits jeux qu'il essaie de jouer dans le secteur des relations fédérales-provinciales.

Énergie

Il y a aussi des projets en ce qui concerne le pétrole lourd. Nous espérons que ces projets iront de l'avant eux aussi, mais les sables bitumineux sont plus prometteurs, plus assurés que le pétrole lourd. Le pétrole lourd est encore un de ces tours de passe-passe auquel le ministre s'amuse.

Par conséquent, monsieur l'Orateur, le projet de loi que la Chambre étudie actuellement n'apportera pas grand-chose au Canada. Il ne sert qu'à exécuter des promesses faites à Syncrude il y a plusieurs années. Il ne fait rien en vue de mettre en chantier la troisième usine d'exploitation des sables pétrolifères. Il ne fait rien pour l'exploitation du pétrole lourd. Il ne fait rien pour l'exploitation du gaz et du pétrole des régions neuves. Ce projet de loi n'est que de la petite bière. Il ne promet pas d'huile, même pas d'huile de phoque. Et quand le ministre tente d'en rejeter le blâme sur l'Alberta, comme il l'a fait l'autre jour, il ne fait que prouver que son gouvernement est en faillite, monsieur l'Orateur, et qu'il cherche désespérément quelque autre gouvernement à blâmer.

Que nous a dit encore le ministre, l'autre jour? Il a dit ceci:

Vu la façon dont nous avons pu conclure ces autres arrangements, je suis convaincu que nous pourrions mettre au point un nouveau régime fiscal...

Que veut-il dire par là? Nous avons constaté quel esprit animait le gouvernement la semaine dernière, quand il a rabroué la province de Québec qui voulait prélever la taxe de vente à sa façon. Le gouvernement fédéral l'a rabrouée en disant: «Non, bien qu'il s'agisse d'un tiers de votre argent, et des deux tiers du nôtre, nous ne voulons rien savoir de ce que vous voulez faire avec votre taxe de vente». C'est le genre d'esprit qui l'anime. C'est sa façon de se comporter avec le Québec et l'Alberta et les autres provinces. Le ministre a déclaré:

J'espère que nous réussirons à obtenir une production de près d'un million de barils par jour dans les sables bitumineux et les pétroles lourds de l'Ouest canadien d'ici 1990.

Comment atteindrons-nous cet objectif, monsieur l'Orateur, avec cette temporisation, cette indécision et cette inaction dont fait preuve le ministre qui attend l'Alberta? C'est comme la pièce intitulée: «En attendant Godot», ou qui que ce soit. Godot n'est jamais arrivé, monsieur l'Orateur, et l'Alberta pourrait ne jamais arriver, mais les sables bitumineux seront encore là, et les Canadiens en auront besoin. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre Godot ni même Gillespie. Nous avons besoin d'un gouvernement qui agisse dès maintenant.

Notre whip adjoint a déclaré l'autre soir, et il a parfaitement raison, qu'il est inutile de tenter de convaincre les gens d'en face. Monsieur l'Orateur, pourquoi devrais-je gaspiller mon temps pour tenter de les persuader? Il a déclaré: «Vous sifflez pour vous donner du cœur». Eh bien, le gouvernement n'a pas le cœur de gouverner. La main gauche ignore ce que fait la main droite. Même les doigts ignorent ce que font les autres. C'est bien beau de siffler pour se donner du cœur.

● (2122)

Est-ce que le ministre a dit autre chose? Oui. Imaginez-vous qu'après avoir tenu ces propos stupides, il en a remis. Le député de Calgary, je ne me souviens plus du nom exact de sa circonscription, lui a posé une question; il voulait savoir quand la nouvelle entente sur les sables bitumineux de l'Alberta allait être signée. Voici la réponse que lui a faite le ministre, comme au témoin le hansard, à la page 4489:

Dans la première question, on m'a demandé quand on parviendrait à un accord sur l'exploitation des sables bitumineux. Je serais plus en mesure de répondre au